



# SOCIAL-DÉMOCRATIE, J'ÉCRIS TON NOM

**STÉPHANE LE FOLL**

Maire du Mans  
Président de Le Mans Métropole  
Ancien ministre

# SOCIAL-DEMOCRATIE, J'ÉCRIS TON NOM

**J'ai récemment relu « L'abeille et l'architecte » de François Mitterrand.**

La qualité de l'écriture nous plonge dans une lecture journalière de l'actualité, des arguments et des lignes de forces sur le temps et les hommes d'alors. Mais deux pages ont particulièrement attiré mon attention. Il y raconte sa soif de découverte des intellectuels, dans la peau d'un jeune provincial monté à Paris entre les deux guerres. Dans ce passage, il décrit sa découverte de Julien Benda auteur de « La Trahison des Clercs », qu'il décrit comme un « gros chat angora ». Benda impressionne Mitterrand par sa rigueur intellectuelle, son raisonnement intransigeant qui le poussa souvent à être sans nuance et sans concession.

**François Mitterrand voit dans la réflexion de Benda l'essence même de l'engagement politique, ses « clercs » deviennent les muses d'une inspiration pour le politique à travers l'intemporalité de la défense des valeurs supérieures dont les « clercs » sont les gardiens. J'ai une certitude : être un homme d'État, c'est partager avec les clercs un regard sur l'humanité qui ne s'accommode pas avec les soubresauts de l'histoire mais avec celui du temps long et des valeurs.**

C'est une invitation au dépassement que nous propose Mitterrand pour éviter de retomber dans les passions des hommes à chaque époque de leur histoire. La justice, la vérité, la raison doivent guider les politiques et l'humanité plutôt que l'escalade poussée par les vents mauvais des humeurs, des passions malsaines dont il faut se garder. Dans l'entre-deux guerres, la gauche intellectuelle basculait dans le communisme et le déterminisme historique, la droite vers le nationalisme prise dans les filets tendus par le fascisme. Les « clercs », les intellectuels trahissaient leur raison d'être entre la nation et la logique de l'affrontement de classes. Benda fit souvent référence à Voltaire avec l'affaire Calas comme à l'affaire Dreyfus. Le « J'accuse » d'Émile Zola est l'engagement d'un « clerc » écrivain pour la justice et la vérité contre le mensonge, l'injustice et

la raison d'État. La force du message de Zola et celle du combat dreyfusard entraînent tout de suite Péguy et, après un temps, Jaurès alors que Guesde chef de la SFIO au nom de la lutte des classes ne prit pas parti, résumant cette affaire à un problème entre « bourgeois ». La gauche marxiste rangeait ses valeurs, se pliait au déterminisme historique, tout le contraire de l'idée d'une citoyenneté éclairée par la raison, la justice pour tous qui auraient dû, en tout temps, faire la force du socialisme démocratique. Au fond, c'était la négation de l'essence des combats de la gauche dans l'histoire européenne et française pour faire face à toutes les tentations autoritaires, nationalistes, totalitaires quelles que soient leur origine, leur forme.

**Les thèses de Benda « m'aident à tenir ferme le môle où le socialisme, le nôtre doit se mettre à couvert pour résister aux flots compacts des idées reçues » écrivait François Mitterrand en 1978.** Ainsi, à l'époque, les communistes portugais, en pleine « Révolution des œillets », soutenus par les communistes français, revendiquaient le refus d'une démocratie bourgeoise dans une ligne que résumait Thorez avant le changement de stratégie du Komintern, pressé par la montée du nazisme : « entre la démocratie bourgeoise et le fascisme il n'y a pas de différence, c'est la dictature du capital ». François Mitterrand et le Parti Socialiste opposèrent alors clairement « la démocratie » tout simplement et avec elle la liberté d'expression, d'opinion et le suffrage universel.

Tenir « ferme le môle où le socialisme (...) doit se mettre à couvert » n'est pas une expression surannée ; elle doit redevenir un enjeu pour la Gauche française. Face « aux flots compacts des idées reçues », il faut du courage et des convictions car c'est la force des belles idées que d'être le rempart contre les « passions tristes ». La Gauche française si elle veut gouverner doit se détourner d'un exercice politique quotidien du « ressenti » pour chercher le respect exigeant des valeurs républicaines. Alimenter les bas instincts du ressentiment, de la violence, de la jalousie de la recherche de boucs émissaires ne mènera qu'au chaos. C'est tout l'enseignement

de François Mitterrand, tiré de ses lectures et de la guerre. Benda dans son livre « Discours à la nation Européenne » attaque en visionnaire le concept même de nationalisme.

Dans le contexte actuel, l'hystérisation de la France insoumise dans le pays et la présence en expansion du Rassemblement National confèrent à la montée des violences des lignes de forces politiques qui ressemblent tragiquement à un passé qu'on pouvait estimer oublié. Tous ces symptômes sont les indicateurs d'une France en doute, en tension avec un deuxième quinquennat qui n'a pas de deuxième souffle.

Dans ce contexte, la réforme des retraites a été du sel sur la plaie sociale qui ne se referme pas. Le syndicalisme y a trouvé, quant à lui, l'unité dans une bataille commune contre la réforme. Cette unité sera-t-elle éphémère ou permettra-t-elle de lancer une véritable réflexion sur la question du travail ? J'en doute car les divergences au sein des forces syndicales sont toujours très présentes.

La France fait d'ailleurs exception là encore en Europe avec son rapport à la grève générale, arme fatale utilisée comme une menace par certains syndicats et forces politiques. Cette menace qui se veut révolutionnaire est ancrée dans un anarchosyndicalisme et la charte d'Amiens fait des syndicats un acteur politique en soi, indépendants des idées et des mouvements politiques contrairement aux autres pays européens de tradition social-démocrate. Une seule exception est à relever : quand le parti communiste faisait corps avec la CGT. Jean-Luc Mélenchon aimerait bien renouer avec cette période à son profit politique. Le congrès de la CGT perdu par Philippe Martinez farouchement opposé à la main mise de LFI sur la CGT a débouché sur un accord avec Sophie Binet. Pour la première fois, une femme cadre est élue à la tête de la confédération, comme un compromis sur une ligne qui doit assurer l'indépendance sans rien céder à la ligne dure.

Incontestablement avec sa réussite à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon a créé le tumulte, bousculé les choses cherchant la rupture avec la conjonction de l'appel à la rue, aux grèves, voire à la grève générale, la conflictualité à l'Assemblée nationale dans une stratégie organisée à tous les échelons. Mais au bout de toute cette période il n'y a pas la rupture attendue et la grève générale n'a pas marché. L'idéologue Mélenchon préfère les « passions » souvent destructrices au monde de la raison et du temps long. En cela, il incarne l'opposé de François

Mitterrand. C'est bien le monde de la raison et des valeurs qui permettra à la gauche de se réinventer.

Le tumulte de LFI c'est le risque de bascule dans l'agitation et l'autoritarisme alors que c'est l'équilibre et le sérieux qu'il faut viser. C'est un risque majeur de fracture et de conflits plutôt qu'une politique basée sur le compromis et la négociation, essentiels à toute vie sociale. En effet, une nation doit rester la construction d'un destin commun accepté et partagé par tous, quels que soient son origine et son statut social. Dans un parallèle frappant du livre de François Mitterrand avec les communistes portugais, je dirai qu'il n'y a pas de « mauvaise République » comme le dit Jean-Luc Mélenchon, il y a la **République tout simplement**. Je rajouterai pour compléter la formule d'Antoine de Saint-Exupéry « **le plus beau métier de l'Homme est le métier d'unir les hommes** », pas de les diviser et de les antagoniser, ils savent le faire tout seuls. C'est sûrement ça, le sens premier de l'homme et de la femme d'État.

Si la Gauche veut offrir une autre perspective construite, inspirante en particulier pour la jeunesse, elle doit alors revenir à ses valeurs universalistes, démocratiques et internationalistes pour éviter le pire et reconquérir un électorat qui s'est éloigné, c'est ma conviction et la Gauche a encore un avenir.

Cela s'est d'ailleurs vérifié avec la partielle en Ariège qui opposait au deuxième tour une candidate LFI-Nupes et une candidate fidèle aux valeurs du socialisme. On peut tirer trois enseignements de la victoire de la socialiste Martine Froger.

Premièrement, les Ariégeois ont refusé d'être représentés par la France insoumise, tournant le dos à son attitude à l'Assemblée, ses positions dogmatiques et son incapacité à concevoir quelques compromis, préférant la rue jusqu'au bout sans condamner les violences sauf celles de la police. Le soutien de Jean-Luc Mélenchon à sa candidate n'a fait que conforter le choix des Ariégeois. Deuxièmement, le Rassemblement National n'a pas atteint le second tour, ce qui prouve bien que la division à gauche n'a nullement profité au RN. Par comparaison, dans l'Aude en 2022, trois candidats RN ont été élus face aux candidatures Nupes/LFI, alors qu'il n'y avait pas d'autre candidature à gauche. La gauche du Pugilat ne peut que nourrir la droite de l'ordre. Mais quand il existe une alternative crédible à gauche, elle peut devenir une solution. Troisièmement, l'effondrement de « Renaissance » s'est vérifié dans

l'Ariège dans le contexte du conflit des retraites et, je le pense, d'anticipation d'une recomposition électorale après la phase ascendante du mouvement « en marche » qui est maintenant sur le déclin.

Les blocs électoraux ne sont donc pas figés à condition de ne pas rester politiquement enfermés dans le triptyque commode « NUPES, Macronisme, Rassemblement National » qui justifie la logique de l'union à tout prix mais qui oublie le projet, la conception et les valeurs mêmes de la politique. Rassembler son camp au premier tour pour l'élargir au second tour car « l'union est un combat » et ce n'est pas une soumission. C'est tout l'enseignement de l'élection partielle de l'Ariège.

### **I. LE PRÉSIDENT LIBÉRAL ET AUTOCENTRÉ, « L'ACTEUR AGGRAVANT »**

La période actuelle n'est pas épargnée par les dangers de bascule dans des aventures irrationnelles avec la montée de la droite dure d'Éric Ciotti, de l'extrême droite et celle d'une gauche dominée par une radicalité qui ne s'accommode plus des codes de la social-démocratie. Mais ce danger de bascule est alimenté par la personnalité même du Président Emmanuel Macron. Après avoir brouillé toutes les cartes et les pistes dans le « en même temps », il choisit « un contre temps droitier et libéral » en début de second mandat, résultat d'un programme électoral présidentiel de droite centré sur la réforme des retraites et accessoirement du RSA. Aussi les législatives de 2022 ont été un calque du premier tour de la présidentielle sans dynamique donnant à la fin une minorité présidentielle à l'Assemblée nationale, coincée dans une vision comptable de l'Etat et qui, avec le recours au 49.3 et à 9 voix près, évite l'humiliation de la censure. Un élément est plus inquiétant encore : la défiance avec les organisations syndicales réformistes est consommée en contradiction avec les fondements de la social-démocratie. La coupure n'a jamais été aussi grande qu'aujourd'hui.

Le président est à ce titre « un acteur aggravant » face à des institutions déjà secouées et fragilisées. Car la logique du quinquennat et l'inversion des calendriers présidentiel et législatif ont conduit à un déséquilibre entre les pouvoirs exécutif et législatif. Tout est désormais focalisé sur une seule élection, la présidentielle, au point que les législa-

tives n'ont plus aucune autonomie politique comme les partis politiques. Aussi, le Président devrait être le contraire d'un président pressé, cassant et maintenant « bravache ». Il devrait rester le garant du temps long, celui d'un projet national plutôt que celui d'une collection de réformes alignées sur étagère, suscitant des divisions profondes. Parce que les médias, les chaînes d'info en continu, les réseaux sociaux fragmentent l'offre et les débats politiques, réduisent l'horizon à l'actualité, aux modes, aux nouvelles générations spontanées, nous assistons médusés à un emballement général. La nuance, la tempérance, l'expérience, comme les élus ne comptent plus. Les clercs disparaissent et les chamanes des temps modernes apparaissent : ils animent des tribus mais ne pourront jamais gouverner. Ainsi conviendrait-il dans ce contexte que l'exécutif maîtrise son image et ses propos. Cette pratique individualiste et libérale laisse un paysage dévasté où seuls les extrêmes restent aujourd'hui des alternatives politiques. À force de jouer de cette stratégie destructrice, la clef de voute de nos institutions risque de céder et tout l'édifice de s'effondrer. La droite s'extrême droitise (immigration), l'hypercentre se droitise (chasse aux fraudeurs, immigration...) et la gauche s'extrême gauchise (rejet du drapeau européen et utilisation d'expressions comme « la police tue », etc.)

Cette situation nécessiterait de la part de l'exécutif beaucoup plus de retenue, de sens de la mesure dans l'exercice de la responsabilité mais cela entre en contradiction avec la personnalité même d'Emmanuel Macron et son avènement au plus haut sommet de l'État sans expérience politique préalable. Le constat est lourd, les partis de gouvernements déjà malades perdent toute cohérence, toute ligne idéologique tombant dans la tactique qui génère mécaniquement des frondes internes multiples et variées. De fait, l'espace de débat parlementaire est fragmenté, brutalisé par des postures radicales. Les amortisseurs des tensions, les issues pour des solutions négociées, rouages essentiels de la démocratie sont devenus introuvables et les acteurs totalement antagonistes. La crise démocratique dénoncée par Laurent Berger est précisément là, globale et profonde.

Le quinquennat perturbe ainsi l'esprit de la cinquième république par l'hyper personnalisation de son président ; le courttermisme du schéma lui fait perdre sa dimension gaullienne, celle des valeurs essentielles, celle qui se refuse à confondre la liste des réformes avec celle des idées pour la France.

L'accentuation des postures politiques en fait oublier l'impérieuse fonction de rassemblement lié à l'exercice de la fonction présidentielle.

Il faut au contraire, retrouver de l'expérience politique, une maturation des personnalités pour éviter la rupture dans un pays qui se cherche collectivement, qui est pétri de contradictions, de conservatismes privés et publics sans jamais pouvoir les régler. Le succès de la campagne de 2017, c'était la fin des vieilles alternances droite-gauche par le renouveau et la création d'un espace pour la réussite au sein de l'Europe. Mais après des décisions sur la fiscalité pour les plus riches, des formules définitives et parfois brutales, une inflexibilité mise en scène avec les gilets jaunes au début de la crise et enfin la réforme des retraites, cet espoir s'est brisé sur la division entre la réussite des élites urbaines et le déclassement des classes insécurisées urbaines et surtout rurales. Cette fracture, entre ceux que j'appelle les foyers sécurisés par leur situation professionnelle, financière, territoriale et ceux qui sont au contraire insécurisés, s'accroît sans cesse depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Le titre du livre d'Emmanuel Macron à sa mise en marche était « Révolution », nous sommes bien arrivés à une situation où tout est « **sans dessus dessous** ». On doit retrouver un chemin nouveau en modifiant nos institutions, en redonnant un espace autonome aux partis politique avec un décalage de mi-mandat pour les législatives, en réorganisant et en modernisant les espaces du dialogue social avec une gauche à nouveau porteuse d'espoir, et pas seulement de collègues.

Le président Emmanuel Macron, comme la droite en imposant la réforme comptable des retraites dans un contexte troublé, a oublié un problème plus profond : celui du rapport des Français à leur travail. A ce stade reste de toutes les façons un fort ressentiment qui n'est pas de bon augure pour notre démocratie et plus particulièrement pour la gauche « LFI Nupes » qui se fourvoie dans une « machinerie » contestataire en perdant le sens de la responsabilité. Le contraste est d'ailleurs frappant avec l'image qu'ont donné les syndicats et le duo jusque-là improbable Berger-Martinez, puis la figure de Sophie Binet ; ils ont tenu le terrain de la mobilisation et des médias pratiquement sans aucune faute. Mais ce ressentiment contrairement à ce que défend la « Nupes » avec la CGT ne se mesurera pas au niveau des mobilisations, ni à celui du bruit des casseroles, voire des actions conduites pour perturber l'activité en France. Face à l'inflexibilité du Président après la

mobilisation réussie le 1er mai, sa volonté de tourner la page en 100 jours dans une fébrilité active avec des milliards jetés au long de ses déplacements n'a rien produit de nouveau. Cette attitude de « déjà vu » alimente toujours plus l'hyper personnalisation de la fonction présidentielle cristallisée dans la formule qui m'a frappé : « Vous croyez que cela me fait plaisir de prendre des décisions impopulaires ? » Comme si c'était le sujet. En tout état de causes il faut offrir un débouché positif à cette crise.

Mais le paysage politique français avec cette ébullition liée à la réforme des retraites est en plein délitement. Les retraites sont un révélateur de l'impasse politique dans laquelle se trouve le président de la République sans base idéologique, ni majorité. Le « en même temps » organise la confrontation entre ceux qui gouvernent et ceux qui s'opposent, mais désorganise le débat démocratique, au sein duquel l'opposition doit incarner elle aussi l'alternance et pas seulement la radicalité. Il ne reste pas beaucoup de choix pour le gouvernement que celui de la droite car l'appendice de la gauche a été définitivement démonétisé. Pour preuve les projets de loi sur l'immigration, la réforme restreignant l'accès au RSA, les baisses d'impôts en particulier celles sur les successions, la chasse aux fraudeurs des aides sociales. Même en faisant sonner le tocsin contre la fraude fiscale des plus riches, en annonçant une baisse des impôts pour les classes moyennes mais en laissant filer une crise du logement qui les touche directement, cela ne change rien à la perception d'une fuite en avant fébrile qui laisse les Français de gauche indifférents pour la suite.

Pour la gauche, l'absence totale d'alternative, sauf celle radicale d'un retour de la retraite à 60 ans, est déconnectée de la demande sociale, reproduisant le même vécu d'après crise des gilets jaunes. La force des oppositions jusqu'ici c'est la force de l'opposition des Français à la réforme confirmée mois après mois, sondages après sondages. Mais aucune force d'opposition ne peut aujourd'hui entraîner les autres sur une ligne alternative et surtout une autre proposition de gauche avec la « Nupes ». C'est ce qui est le plus grave. Dans cette phase tout le monde est perdant, le président bien sûr, responsable de tout ce fiasco, les oppositions qui s'agitent aussi et les syndicats une fois la marée « des retraites » retirée laisseront apparaître eux aussi leurs divergences. Le débat public nous plonge ainsi dans l'inconnu pour les quatre ans qui viennent.

Car à ce stade tout concourt au chaos politique, à l'impasse dans une période de profonde mutation du pays et du monde qui favorise la montée du parti de l'ordre silencieux, solide sur ses bases, le Rassemblement National. Cette force politique, cohérente avec un parti organisé, le RN, une candidate à la présidentielle installée, Marine Le Pen. La ligne Frontiste a vaincu la tentative identitaire de Zemmour grâce à son ancrage populaire, appuyé sur une base idéologique d'extrême droite qui s'est rappelée à tous avec la manifestation à Paris du GUD, l'agression du maire de Saint-Brévin, celle du maire de Callac. Malgré les croix celtiques et l'attaque impréparée de la première ministre, rien n'empêche Marine Le Pen de poursuivre sa stratégie de recherche de respectabilité et de s'installer comme l'opposante numéro un à Emmanuel Macron. Elle dirige à l'Assemblée nationale un groupe de 88 députés, après avoir réussi à être deux fois au second tour de l'élection présidentielle. Elle cherche à élargir sa base électorale avec une intention claire, profiter des divisions des Républicains et proposer aux LR un accord législatif pour assurer la victoire future. Jusqu'à quand les Républicains vont-ils résister avant d'éclater entre un pôle qui veut une coalition avec Macron, celui d'une droite frondeuse avec Pradier et Bertrand, et ceux nombreux qui partent ou risquent de partir vers le RN rompant ainsi la digue du Chiraquisme ? L'issue de cette tension dépendra maintenant largement du virage à droite assumé ou pas d'Emmanuel Macron.

Sans alliance il n'y aura pas de victoire pour le Rassemblement National ; mais avec une alliance le danger se précise. C'est ce qui s'est passé ailleurs en Europe avec des alliances d'extrême droite et de droite conservatrice. L'Italie en est l'exemple le plus proche : la coalition Meloni-Berlusconi-Salvini a gagné contre le parti démocrate italien. Laquelle Georgina Meloni s'est retrouvée tout de suite confrontée avec la réalité, tout particulièrement sur la question migratoire. Le besoin d'une gestion européenne et binationale a sauté aux yeux de l'extrême droite italienne comme l'a fait remarquer de manière peu diplomatique Gérard Darmanin et fait voler façon puzzle par avance l'irréel projet de retour aux frontières infra européennes que défend Marine Le Pen. Avec la préférence nationale, voici les deux angles durs du projet du Rassemblement National. Le reste est d'une grande banalité, dominé maintenant par un localo-localisme brandi lors du discours du Havre comme la solution miracle face à la mondialisation, les baisses de TVA, la logique

référendaire, les muscles et la force du « karcher ». Rien de nouveau en somme mais la place prise fait tache d'huile.

La gauche avec son alliance « Nupes » est elle aussi à la veille d'un grand essorage. Face à la troïka Mélenchon-Bompard-Quatennens, Autain et Ruffin jouent des coudes mais dans le même corpus idéologique. Tout l'argumentaire pour justifier la pression de LFI sur la Nupes repose maintenant sur le résultat de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle de 2022. Il ne faut pas oublier que ce score n'est pas acquis pour toujours. Ainsi le bénéfice d'un socle de 10% en début de campagne lié à la quasi disparition des intentions de votes pour les candidats d'extrême gauche (NPA, LO), les propres qualités de tribun, la faiblesse des candidatures non préparées à gauche et qui ne décollent pas (Benoit Hamon, Anne Hidalgo) font qu'en milieu de campagne le vote utile joue à plein. Ces conditions après trois échecs ne se retrouveront pas.

Les Verts quant à eux récitent un bréviaire écologiste qui ne répond pas au contexte ni à la force des besoins des catégories les plus modestes, insécurisées, et rurales. Le Parti Socialiste quant à lui n'émet pas grand-chose et n'incarne plus aucune ligne et se dit même prêt à passer un accord électoral avec LFI aux Européennes.

A ce stade, tout est à reconstruire en termes idéologiques pour retrouver une dynamique capable de faire bouger les lignes, changer les blocs d'aujourd'hui qui sont d'ores et déjà fissurés. Le risque de la fragmentation est d'ailleurs le symptôme des insatisfactions et la gauche doit se mettre à couvert de la radicalité des idées reçues d'une direction de LFI qui domine la bataille idéologique par la présidentielle mais qui n'a pas d'ancrage profond dans les territoires, les élections locales restant partout un échec pour LFI. Certes la présidentielle reste la matrice des élections pour convaincre une majorité de Français et de Françaises, mais c'est la ligne idéologique et le travail programmatique qui doivent compter dorénavant, pas le temps des tactiques, des stratégies d'alliances, dans le confort de l'opposition systématique et hurlante. Construire un projet capable de donner à la France les atouts pour franchir les difficultés et relever les défis pour bâtir une **France durable et un peuple rassemblé** sont les deux principaux enjeux.

## II. L'INTERNATIONALISME FACE AU PÉRIL NATIONALISTE

### **Le monde se fracture ; le poison du nationalisme et des régimes autoritaires se diffusent.**

La guerre en Ukraine réveille en nous l'espoir d'une victoire de la démocratie et des valeurs européennes face à l'obscurantisme nationaliste et dictatorial de la Russie. Ce pays souverain lutte pour sa survie en tant que Nation. Cette guerre se poursuit avec une contre-offensive dans la souffrance du peuple ukrainien face à la Russie de Poutine qui s'enferme dans une haine de l'Occident, aveuglé jusqu'à confondre pour se justifier liberté et décadence. Cette guerre c'est la remise en cause du droit international pour le droit du présumé plus fort, du multilatéralisme régulé par l'arbitraire des intérêts nationaux. C'est pourquoi le multilatéralisme, qui a toujours été combattu par les souverainismes et les nationalismes des extrêmes droites, est aussi profondément combattu, je le regrette, par une gauche dominée par la contestation de tout système et toutes institutions censées être au service des puissants et plus sûrement du capitalisme.

Cette guerre est un symptôme d'un mal plus profond qui gagne le monde. Je pense à l'Afghanistan et au retour des Talibans, à la tragédie du peuple iranien confronté au voile étouffant d'un pouvoir islamique dictatorial, inhumain capable de gazer les jeunes filles dans les écoles et qui pèse sur toute la région. Je pense au Maghreb où la ligne dure du président Kaïs Saïd en Tunisie met fin à l'espoir démocratique qu'a été la belle révolution du Jasmin qui donnait le départ des printemps Arabes, étouffés en Egypte, asphyxiés en Algérie, contenus au Maroc, conjurant en retour l'islamisme politique qui est probablement majoritaire. Enfin le printemps arabe sera noyé dans le sang d'une guerre atroce en Syrie. C'est l'Afrique qui est elle aussi chamboulée et en particulier l'Afrique Sub-Saharienne gangrenée par le terrorisme islamique et qui se tourne vers le diable et la milice Wagner ou qui plonge dans la guerre civile comme au Soudan. C'est la montée de tensions qu'on observe au Proche Orient avec un énième gouvernement Netanyahu et ses alliés d'extrême droite religieuse tentés eux aussi de remettre en cause les fondements de la démocratie israélienne suscitant des manifestations monstres des démocrates. L'Orient aussi est en pleine évolution dangereuse avec un Liban plongé dans une crise politique insoluble et sans État, la montée en puis-

sance de l'Arabie Saoudite et de son nouveau prince Mohammed Ben Salmane à la recherche d'une influence régionale, voire plus, assumant une dualité entre archaïsme autoritaire et modernité. Avec la guerre au Yémen, la rivalité avec l'Iran, le retour en grâce du tyran Bachar al-Assad sous influence russe et l'anhélation de l'Irak, en convalescence mais sans force, c'est tout l'équilibre de la région qui est fragilisé.

En Asie, la Chine poursuit sa quête de puissance géostratégique par des cyber-attaques avec des ballons qui planent au-dessus des États-Unis. Le Parti communiste Chinois a reconduit lors de son 20ème congrès et pour un troisième mandat, Xi Jinping pour une prise en main politique sans équivalent depuis Mao. La Chine est un géant qui s'est éveillé, étiré, levé et maintenant vers où va-t-elle aller compte tenu des défis immenses que pose un pays d'un milliard 400 millions d'habitants. La question est d'autant plus aiguë que le taux de croissance de l'économie est plus faible qu'auparavant, que la Chine vieillit et elle aura aussi à gérer l'amointrissement de ses ressources naturelles. Elle arrive au fond à un tournant après 50 années d'un formidable développement. Le parti communiste a adopté le « capitalisme d'État » pied de nez à tous les Maoïstes, la Chine ouverte et commerçante a conquis le monde. Puissance globale installée, elle se referme dans une logique nationaliste autoritaire après Hong Kong et maintenant avec Taiwan. Jusqu'où ? Là est la question. La seule corde de rappel qui existe reste l'imbrication économique et commerciale, celle des intérêts de chaque bloc, issue de la grande phase de mondialisation de la fin du siècle précédent. Jusqu'à quand ?

Géopolitiquement, ce tournant de la Chine s'opère à côté de l'Inde, en croissance économique et démographique. L'Inde qui vient de dépasser la population de la Chine devient la sixième puissance économique du monde. Mais elle aussi comme depuis toujours porte d'immenses inégalités sociales et territoriales. La pression démographique aura, quant à elle, des conséquences sur les ressources naturelles qui deviennent un défi stratégique pour un pays de plus d'un milliard et demi d'habitants. La plus grande démocratie du monde vit son chemin immense avec un premier ministre Modi indouiste et nationaliste qui cherche sa place dans le concert des nations du monde à côté du Pakistan pays musulman dans une région qui est une poudrière politique religieuse et environnementale.

Quant à la Turquie le verdict a été rendu et le nationalisme turc et Ottoman s'affirme, les « loups gris » rodent à nouveau aux portes d'Istanbul. Mais là encore je me souviendrai longtemps de Michel Rocard qui pointait le risque de bascule de la Turquie vers le nationalisme au moment où, sans gant, la droite européenne et française a mis fin aux négociations d'adhésion à l'union claquant la porte du continent à ce grand pays à cheval entre l'Orient et l'Europe.

On assiste au retour de deux blocs en conflit : le bloc occidental qui porte les valeurs de la démocratie, de la liberté d'opinion, du droit international et le bloc autoritaire qui partage une volonté de revanche et de méfiance vis-à-vis de l'Occident en jouant sur les propres erreurs et humiliations coloniales commises lorsque lui aussi a confondu ses valeurs et ses intérêts.

Face à ce monde, l'Europe est fragile et son unité est mise à l'épreuve avec la montée des nationalismes de Victor Orban en Hongrie, d'un régime de droite dure en Pologne, des extrêmes droites au Danemark et en Finlande, en Espagne et en Italie avec la victoire de Meloni. S'ajoutent des tensions nouvelles dans les Balkans entre Serbie et Kosovo. Nous n'en sommes plus à la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama qui annonçait la victoire de l'économie de marché avec celle de la démocratie libérale. Car si l'économie de marché domine, les valeurs démocratiques sont à la peine, voire reculent aujourd'hui. Nous reproduisons à nouveau les vieilles tensions, les empires se réveillent, les nationalismes s'exacerbent. Le vieux triptyque du malheur, « autorité, exaltation identitaire et logique du bouc émissaire » revient pour le pire.

Face aux évolutions du monde actuel et au défi climatique global il n'y a pas **d'échappatoire**. La France ne peut pas être absente ; elle doit choisir un camp, une ligne, un projet global, internationaliste et la gauche doit être au rendez-vous de ses propres valeurs historiques en refusant les aventures des non-alignés, de la défiance vis-à-vis de l'Europe. Partout la recherche d'alliances n'est rien s'il elle ne s'appuie pas sur des moyens pour peser et assurer les contreparties à toutes négociations. La France isolée c'est la France qui perd et le Gaullisme a été la grandeur de la France à un moment de son histoire mais on ne peut le reproduire, sauf à se fourvoyer, se tromper. La grandeur, **c'est être là où l'histoire vous attend, pas être là où elle est passée.**

## La diplomatie doit reprendre sa place essentielle avec un cap stratégique

L'attitude autocentrée du Président Macron a de graves conséquences en politique étrangère. La politique étrangère est devenue une affaire personnelle, il n'y a plus de ministre des affaires étrangères, ni de diplomatie. Cela a été remplacé par des poignées de mains viriles, des tapes dans le dos, des grands discours aux envolées lyriques sans lendemain. Les résultats sont là, malheureusement. Le « **en même temps** » appliqué à la diplomatie c'est tirer « **des bords de gauche à droite sans cap** » et cela aboutit à l'illisibilité et au doute sur la ligne de la France.

Sur le conflit Ukrainien, il y a eu des oscillations entre positions conciliantes avec la Russie et positions pro-Ukrainienne. Même impensé avec l'Amérique de Trump le « copain » du début de mandat puis à l'humiliation par Biden sur la question des sous-marins australiens. Le voyage au Liban, où l'enthousiasme d'Emmanuel Macron à vouloir renverser la table politique libanaise tout seul, n'a débouché que sur un vide politique et diplomatique profond, suscitant aujourd'hui la déception. Les deux derniers voyages officiels ont été des échecs qui parachèvent notre mauvaise passe diplomatique. L'Afrique nous tourne le dos et c'est une catastrophe pour la France qui est passée de l'accueil en « sauveur » au Mali après l'opération Serval à la haine attisée « anti Français ». La Chine se frotte les mains sur Taiwan après une position à l'emporte-pièce du Président dans l'avion de retour et en pleine tension entre la Chine et les Etats-Unis. La France n'a pas de place claire et suscite au mieux la méfiance, au pire la condescendance.

Le plus grave est qu'au sein de l'Europe règne avec l'Allemagne « **un froid tiède** » sans dynamique forte. C'est tout le contraire qu'il faut faire. La diplomatie doit reprendre sa place essentielle dans l'arsenal de la politique étrangère. La place de la France sous le quinquennat de François Hollande, et contre l'avis des critiques systématiques, était là où il fallait : refus de la vente de Mistral à la Russie, format Normandie avec Merkel et Obama, rapport respectueux et fraternel avec l'Afrique, lutte contre le terrorisme, droit à la force en Syrie, entente cordiale avec l'Allemagne de Merkel, soutien à la Grèce au nom de la solidarité européenne, accords de Vienne avec l'Iran et enfin réussite de la COP 21. Car le Président ne concentrait pas tout sur sa personne. En nommant une personnalité compétente avec une



vision comme ce fut le cas avec Laurent Fabius, le Président Hollande permettait à la diplomatie française d'opérer sans impliquer directement et tout le temps le Président.

Car les enjeux sont devenus cruciaux, la guerre n'est plus un souvenir, elle est redevenue une réalité. La question stratégique et politique de l'ordre mondial est posée. Y a-t-il un autre destin pour l'humanité que de basculer dans le nationalisme, les pouvoirs autoritaires, la haine des autres en oubliant le patriotisme qui est « l'amour des siens » comme l'avait si bien écrit Romain Gary ? Cela s'est passé avec deux guerres et l'apocalypse des millions de morts et où la haine des autres a balayé l'amour des siens, où Wilson, Briand, Stresemann, les tenants de la Société des nations, les pères de l'organisation du dialogue ont été écrasés par Mussolini, Hitler et la doctrine Monroe de l'isolationnisme.

Et alors, la grandeur des chefs d'Etat a été de s'élever au nom des valeurs et de résister. Celle de Churchill a été de dire : « je n'ai à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur » ; celle du Général De Gaulle de refuser la défaite de 1940 pour continuer à se battre plutôt que de se coucher pour ne pas laisser en plan l'histoire de la France dans les plaines du Nord avec les blindés nazis, sous un soleil de plomb et la poussière de l'exode. C'est sa grandeur aussi d'avoir renoué avec l'Allemagne d'Adenauer après la guerre. Dans cet héritage, François Mitterrand a choisi son camp face à l'URSS et surtout a su surmonter avec Helmut Kohl la chute du mur de Berlin, réussissant la réunification de l'Allemagne en renforçant en même temps l'Europe avec l'Euro. Ne jamais céder aux idées reçues de la responsabilité des autres mais assumer sa part de responsabilité est une leçon, qui grandit ceux qui sont à la hauteur et qui s'engagent pour sauver les Hommes de leur travers haineux.

Il faut maintenant réinventer un internationalisme et un multilatéralisme en revendiquant la construction Européenne, en renforçant l'ONU, en intégrant dans l'OMC des critères pour la transition énergétique, la protection de la biodiversité à l'échelle de la planète, en défendant l'OMS face aux pandémies, en réassurant son assise scientifique face au complotisme, version moderne de l'obscurantisme, en protégeant l'Unesco et la culture universelle, propriété de tous les hommes, en prenant pour socle inaliénable les droits des hommes et la chartre des nations unies et en se mobilisant dans les Cop pour discuter, encore discuter de l'avenir de la planète.

Enfin, il s'agit de rester dans l'Otan tout en renforçant la coopération militaire européenne, plutôt que de s'engager sur les voies dangereuses de l'isolationnisme et du nationalisme.

### Le péril du nationalisme se diffuse en France

En France, cette tentation nationaliste existe par essence à l'extrême droite dont elle est le ciment profond, l'autre est d'abord dangereux. Mais malheureusement la tentation existe aussi à gauche. Les positions incompréhensibles et véhémentes par exemple contre le drapeau européen de Manon Aubry ou de la France insoumise, les discours germanophobes d'Arnaud Montebourg traduisent l'incapacité à penser l'Allemagne et/ou l'Europe autrement que comme des adversaires, au lieu de les penser en partenaires d'un vieux continent qui s'est déchiré à cause des nationalismes et qui a choisi il y a presque 70 ans la paix et la coopération. Face aux puissances du monde, nous devons rester unis dans notre diversité même si parfois nous devons aussi assumer des concurrences, des divergences mais sans céder à la facilité d'un narcissisme national glorieux qui rejeterait la négociation au profit **de la désobéissance. Cette dernière est un acte d'adolescents en mal de rébellion mais n'est pas à la hauteur d'une gauche française qui doit défendre l'Europe pour relever les défis du monde et sauver notre planète.** La stratégie des non-alignés promue par Jean-Luc Mélenchon reposant sur l'affrontement de deux blocs est une veille chimère dangereuse qui laisse la fin du monde se préparer dans un isolationnisme coupable. Ainsi, comme au bon temps de l'Est et l'Ouest, au moment du triste anniversaire marquant un an de guerre en Ukraine, des banderoles qu'on pensait disparues ont réapparu, clamant « ni l'Otan ni Poutine ». Dans ce même héritage, les déclarations du leader de la CGT des Bouches du Rhône, renvoyant dos à dos l'impérialisme américain et russe, sont symptomatiques de cette gauche qui revisite son passé en oubliant dans une amnésie volontaire l'effondrement du mur de Berlin, du modèle soviétique comme de l'autre modèle, le maoïsme. Elle oublie sciemment les raisons du tournant de 1983 et de Maastricht avec François Mitterrand en se raccrochant au « non » au traité constitutionnel de 2005 en oubliant qu'il fut d'abord la somme des votes de tous les nationalistes et souverainistes, en plus d'avoir été une erreur politique pour des Européens dès sa conception à vouloir constitutionnaliser une construction qui est avant

tout un mouvement appuyé sur des valeurs et pas un bloc de droit figé. Cette constitution n'a pas été comprise elle n'a pas été acceptée, elle n'existe donc pas. Rien dans ce « non » ne justifie aujourd'hui de fustiger l'Europe et sa construction dans un retour en arrière, une régression politique pour la gauche. La forfaiture c'est de se revendiquer internationaliste et démocrate sans être Européen.

Aujourd'hui Il ne s'agit pourtant plus des missiles à l'Est et des pacifiques à l'Ouest, il s'agit de la guerre aux portes de l'Europe, de la remise en cause du droit international. Il ne s'agit plus de l'affrontement entre un monde capitaliste et un monde nouveau issu de la victoire du prolétariat qui a échoué dans sa promesse historique, mais un monde de la liberté exercée par des citoyens dans le respect du droit contre le mythe d'un nationalisme glorieux qui écrase le libre choix au nom d'un regard narcissique du passé, de l'exaltation des masses contre l'émancipation individuelle comme l'a si bien décrit Hannah Arendt dans « Les Origines du totalitarisme. » **Allons-nous à nouveau comme l'avait pressenti Antoine de Saint-Exupéry à la fin des années 1930 « perdre le sens de la mesure » ?** Je choisis dans cette période le beau message iranien « femme, vie, liberté », en résonance directe à celui de la République « **liberté, égalité, fraternité.** »

Au sein même de nos démocraties monte ainsi la tentation de l'autoritarisme, du repli pour régler les problèmes et soulager les peurs. D'un côté par un millénarisme écologique radical qui veut tout arrêter pour sauver la planète tout seul et de l'autre par un totalitarisme protectionniste pour sauver les peuples et leur identité y mêlant parfois pour le pire les religions. La fracture n'est plus entre un monde ouvert ou fermé, entre protectionnisme ou mondialisme, mais entre la démocratie ou le totalitarisme.

Les hommes des Lumières, et leurs héritiers, les « clercs » modernes, cherchent chez chaque individu la part égale qu'il détient de l'humanité ; d'autres nourrissent la peur de l'autre, la recherche du bouc émissaire, la haine. C'est bien ce qu'exprime aujourd'hui Poutine en désignant l'Occident comme l'ennemi. Cela le conduit à durcir son pouvoir, à tuer ou emprisonner toutes les oppositions, une preuve d'ailleurs que son modèle n'est pas le bon. A nous de nous opposer à cette tendance mortifère partout où elle tente de s'insinuer.

**Il nous reste, hommes et femmes de gauche, à être les avocats de l'idée du progrès, à refuser l'arbi-**

**traire pour défendre le droit, à promouvoir la démocratie. Refuser tous les « complotismes », revenir à la raison et moins aux passions et ne pas « applaudir aux huées fanatiques », comme le disait Jaurès, c'est là l'âme du socialisme démocratique français.**

**L'Europe notre patrimoine commun, l'internationalisme une boussole pour le monde.**

En vue des prochaines élections européennes, la tentation pour le Parti socialiste de désobéir, comme le souhaite la Nupes aux règles européennes, au nom d'un « mieux disant » écologique et social, est forte. Mais que restera-t-il de l'Europe dans ces conditions, si chacun s'autorise à désobéir aux règles avec une attitude d'adolescents turbulents ? Il faut une gauche française adulte sinon le choix de la crise affaiblira la France et en même temps l'Europe dans le monde, affaiblissant nos fondements démocratiques et notre capacité à influencer le cours des choses. Pourtant, avec l'exemple du Brexit, l'idée que le nationalisme soit la solution aux problèmes est morte née. Cette idée n'a duré que le temps d'Elise Trust en tant que Première Ministre, soit 40 jours, telle une « apparition disparaissante » pour reprendre la définition de « l'intention » par Vladimir Jankélévitch. Elle pensait avoir la liberté de faire comme si le monde n'existait pas ou pire comme si on le défait, attitude ultime du nationalisme. En décidant des baisses d'impôts irréalistes mais conformes à l'idéal conservateur et à celui des Brexiteurs, elle a chuté, comble de l'histoire pour la droite, sous la pression des marchés et de la City. Rishi Sunak qui lui a succédé est maintenant aux prises avec la question migratoire qui devait pourtant être réglée par le Brexit dans une ironie tragique de l'histoire.

D'ailleurs, à bien y regarder, les Eurosceptiques, nationalistes d'antan à l'instar de l'extrême droite italienne et du RN en France, ont changé de regard sur l'Europe et surtout sur l'Euro. Ils ne souhaitent plus sortir de l'Euro jouant uniquement sur la corde migratoire et identitaire. Car le grand large tout seul, c'est avant tout affronter tout seul les tempêtes du monde, sans monnaie forte et sans moyen. Les extrêmes droites européennes s'imposent de plus en plus.

**Nous sommes Européens et nous devons le rester même s'il y a maintenant beaucoup à faire pour que l'Europe se sauve des récifs nationalistes, suprématistes et qu'elle s'engage sur la voie du dévelop-**

**pement durable et de la coopération internationale.**

Les sociaux-démocrates européens restent notre famille et, même si elle est diverse, elle doit jouer tout son rôle de contre-poids politique à l'échelle du continent pour éviter qu'il gîte dans le mauvais sens. Il est d'ailleurs assez malhonnête de dire aux électeurs français « on fait une liste unique pour les élections européennes et ensuite on se sépare pour siéger dans des groupes différents au Parlement européen. » Une fois de plus la logique de l'union et des places prime sur les valeurs et la ligne politique qu'on défend. Pour les socialistes français il y a une forme d'abaissement à se complaire dans cette stratégie au regard de notre histoire et notre contribution à la construction européenne. L'échéance de 2024 est cruciale et j'entends bien avec d'autres peser pour changer la donne que veut imposer LFI à la Nupes.

**La France et la gauche française ne peuvent pas faillir à leur destin européen** sauf à s'engager sur un terrain glissant pour les plus fragiles alors que l'Euro est un bouclier sans lequel, avec une dette dépassant les 110% du PIB, la banqueroute remettrait en cause tout notre modèle social. De même l'Euro est un facteur limitant de l'inflation en nous permettant d'importer à moins cher. L'Euro est le seul moyen d'emprunter sans grand risque à condition de faire baisser tranquillement notre endettement pour partager équitablement la défense de sa valeur. L'Euro est surtout et par-dessus tout le seul outil pour emprunter en commun, à l'échelle européenne, pour réussir la mutation environnementale, pour faire le pari de la recherche et de l'innovation, pour avoir une force militaire en capacité de prolonger notre puissance économique, enfin pour rester prescripteurs de normes internationales et pas simplement soumis à celles des autres.

L'Europe et la France doivent redéfinir leur diplomatie et réinventer la politique de coopération dans quatre domaines : les transferts de technologie et la recherche ; la santé ; l'éducation ; la production agricole et alimentaire par la promotion du modèle agro écologique comme le préconise le GIEC. A titre d'exemple, le lien entre le stockage de carbone et la fertilité des sols doit nous permettre de créer des coopérations nouvelles avec ce que nous appellerons **le partenariat des régions jumelles** entre l'Europe et l'Afrique. Les surfaces agricoles et forestières africaines sont cinq fois celles de l'Europe. Ainsi une part des crédits carbone doit aller à l'Afrique pour stocker énormément de carbone au

bénéfice de la planète et en même temps à celui de la qualité productive des sols agricoles africains et des écosystèmes forestiers comme le propose l'initiative 4/1000 que je préside et qui promeut l'agroécologie et le stockage de carbone dans les sols.

**« Le nationalisme c'est la guerre » disait François Mitterrand et il avait raison mais au commencement, le nationalisme c'est l'asphyxie des libertés.**

**La nouvelle frontière, la lutte internationale contre le réchauffement climatique.**

**Elle est là notre nouvelle frontière : investir dans l'énergie nouvelle de notre liberté.**

L'urgence climatique pose la question cruciale de la maîtrise des ressources naturelles (l'eau, les sols, les forêts) et de l'énergie. Les enjeux sont vitaux pour les États qui doivent répondre aux besoins essentiels de leur population tout en pensant un avenir avec moins d'énergie fossile. Les effets seront délétères sur la cohésion sociale et économique avec d'autant plus de force que la population est importante et les ressources naturelles sont faibles et fragiles ainsi que sont réduites les ressources financières et d'innovation technologiques. Cette contrainte majeure sur les peuples et les États du monde va rebattre les cartes géopolitiques et partager les nations entre anciennes productrices d'énergies fossiles et celles riches en eau ayant protégé leur biodiversité et innové dans les énergies renouvelables. La conséquence, ce sera des transferts financiers et des migrations humaines futures qui vont faire « giter » le bateau du monde. C'est un bouleversement qui est en cours et la Russie risque de perdre sa puissance en même temps que le gaz russe perd ses débouchés en Europe. Poutine s'accroche à son modèle « fossile ». L'Occident et l'Europe doivent au contraire prendre leur destin en main, en s'affirmant comme civilisation durable pour gagner la bataille idéologique et économique qui est engagée.

Le monde va voir monter les contraintes environnementales de plus en plus fortement avec les risques de sécheresses, de manque d'eau chronique, en particulier pour des zones du monde souvent les plus peuplées. Mais aussi, et c'est tout le paradoxe, ailleurs des inondations et la montée des eaux maritimes vont impacter là encore des centaines de millions de personnes. Plus rien n'est stable et les prévisions actuelles liées au phénomène El Nino par

exemple sont alarmistes. Si rien n'est décidé pour basculer vers un modèle durable de développement, on s'expose à des conséquences de plus en plus graves et déstabilisantes politiquement pour les États qui ont des rôles d'acteurs globaux. La conscience des « clercs » doit l'intégrer plus que jamais, rationnellement mais volontairement.

La question climatique doit être le cœur du projet politique de l'Occident car c'est une démarche qui peut allier la force de la puissance publique, celle de l'intérêt général à l'agilité et la rapidité des acteurs privés, la liberté fondamentale laissée à la recherche et sa propension induite dans l'économie à innover. C'est la condition pour changer la donne énergétique et écologique dont dépend notre vie sur terre. John Kerry évoquait récemment un besoin de financement à l'échelle du monde à 4500 milliards de dollars par an pour réussir cette mutation ; il a raison. De même que les choix stratégiques de Joe Biden avec « l'Inflation Reduction Act » vont dans ce sens. L'Europe a pris une décision similaire mais encore insuffisante en moyens financiers et trop axée sur des règlements à appliquer et à faire respecter au lieu de stimuler l'appareil de recherche et d'innovation en mobilisant la finance pour viser l'efficacité énergétique, développer les énergies renouvelables et le stockage d'énergie pour les sortir de l'intermittence. C'est le seul moyen de combiner productivité, compétitivité et durabilité économique.

### III. INVESTIR POUR DURER ET CROÎTRE ET POUR FINANCER LE NOUVEAU MODÈLE SOCIAL

L'économie mondiale et française tousse avec l'inflation et son impact notable sur le pouvoir d'achat des Français. Cette inflation est née le plus sûrement de la pandémie et de l'effort sans précédent des États et des banques centrales pour soutenir des économies à l'arrêt, alimenter en liquidités des acteurs asséchés par les confinements successifs. Cette masse monétaire est venue alimenter l'épargne et la rémunérer en particulier à travers des dividendes car les entreprises ont profité de la reprise de la consommation et du rebond de la croissance dès la fin de la pandémie. La guerre en Ukraine est venue ajouter un facteur de plus aux tensions sur l'énergie, les matières premières et la production alimentaire. Cette inflation a donc des causes structurelles qui ne s'effaceront pas facilement en particulier du fait que la transition énergétique va peser sur les coûts

de l'énergie. Il faut impérativement et rapidement faire baisser ce coût pour limiter l'inflation structurelle liée au transfert de charge des énergies fossiles vers les énergies renouvelables. Ce n'est plus le temps du ruissellement si tant est qu'il ait existé un jour, **mais celui de la cascade d'investissements pour changer la donne énergétique, économique et technologique du monde.** C'est le sens que je donne au concept d'Éco-Keynésianisme, celui d'une Nouvelle Donne Énergétique et Bio Climatique, « copié collé » du choix Keynésien de relance de Roosevelt, non pas appliqué aux infrastructures mais aux nouvelles énergies renouvelables, à l'adaptation et enfin à la préservation de la biodiversité.

**Le contexte économique mondial vit un retournement de cycle avec le retour de l'inflation et la montée des taux d'intérêts. La capacité à investir doit être une priorité fondamentale car c'est elle qui fera baisser la structure inflationniste de notre développement et non la hausse continue des taux d'intérêts qui freinent les bons comme les mauvais investissements. Des réformes nécessaires dans le pilotage de la politique monétaire sont donc impératives pour y intégrer clairement l'objectif de la nouvelle donne énergétique et bio climatique.**

La nouvelle politique européenne et française doit donc se tourner vers la mobilisation de l'épargne et du capital pour l'investissement durable, écologique, économique et social en sortant du simple rendement financier de court terme pour faire valoir à la finance et à l'assurance la prééminence du rendement de moyen et de long termes de la nouvelle frontière énergétique planétaire. **C'est à une refonte des règles prudentielles qu'il faut procéder dans les cinq ans qui viennent pour intégrer au-delà de la taxonomie européenne et du plan vert actuel l'impérative obligation de l'investissement dans la lutte contre le réchauffement climatique avec la mise en place d'une taxe sur les flux financiers pour accroître la mise de fonds dans le changement de modèle énergétique plutôt que le choix hasardeux et inflationniste de la taxe carbone aux frontières.** Car le coût de l'action insuffisante nous le connaissons à la fois avec le déjà vieux rapport Stern mais surtout avec les coûts induits par le réchauffement climatique et les catastrophes qu'il provoque. Il est exorbitant et le système financier et assurantiel ne peut plus regarder ailleurs en attendant que les États et les banques centrales assument la totalité de la charge de correction des trajectoires pour dé-carboner nos économies.

## La croissance sûre pour financer notre modèle social

Un nouveau modèle énergétique est possible. Harlem Gro Brundtland première ministre sociale-démocrate norvégienne fixait déjà en 1987 deux grands objectifs à nos sociétés industrielles. Premièrement ne pas compromettre la croissance des générations futures par une fuite en avant destructrice du présent. Deuxièmement, combiner dans un même élan le social, l'écologie et l'économie. Sur ce sujet le débat encore une fois n'a jamais eu lieu, sauf à accepter sans discuter la décroissance prônée par les Verts dont le corpus idéologique est fondé sur leur opposition historique au modèle industriel et productiviste qui nous a amené là où nous sommes pour le pire, en oubliant toujours le meilleur et la volonté d'expié cette faute originelle de la révolution industrielle commencée avec le charbon puis avec le pétrole, énergies fossiles facteur du réchauffement climatique.

Mais cette opposition politique butte sur la contradiction qui pousse les écologistes à penser la solution comme une antithèse au modèle actuel honni se confondant parfois alors avec les vieux tenants de la révolution anti capitaliste en baissant la production par la réduction de la consommation, en prônant la sobriété comme acte politique et quelque fois moral. Il y a là un risque majeur d'appauvrissement général de la production de biens et de services qui privera nos sociétés des ressources nécessaires pour financer notre modèle social. Le bonheur a une valeur immatérielle, non monétaire, je l'entends, mais contracter drastiquement la circulation des biens des personnes et *in fine* celle de la monnaie c'est atrophier un modèle de développement, incapable ensuite de produire une société protectrice, émancipatrice et d'exercice réel de la liberté. Compter uniquement sur un rapport fouriériste en méconnaissant et mésestimant l'apport massif des échanges au bien-être global est un choix risqué pour les plus modestes. D'ailleurs le seul exemple concret de cette conception aura été le « familistère de Godin » qui n'a pas tourné le dos à l'industrie ni à la production, ni à l'échange dans un Saint Simonisme social et déjà écologiste pour produire des poêles efficaces et redistribuer le produit dans un modèle social sécurisant qui correspond aux principes du socialisme que je défends. Je reste à ce titre dans cette logique qui compte sur l'économie de marché et à sa force créatrice pour réussir la nouvelle donne et attaché à la formule de Lionel Jospin, générale mais qui fixe bien le cap que l'on doit suivre : « **oui à l'économie**

**de marché non à la société de marché** ». Tout n'est pas marchand mais tout ce qui est marchand doit être utile au projet politique qu'on poursuit.

Le global et l'international sont consubstantiels du local et doivent se réguler politiquement en refusant de s'enfermer dans le nationalisme ou le localo-localisme, les deux étant liés. Rien ne se fera sauf le pire, si on ne se pense pas comme une « économie monde » comme le disait Fernand Braudel avec ses interactions économiques et culturelles au sein de l'Europe et dans le monde et spécialement avec l'Afrique. Et cela n'a rien à voir avec les accords bilatéraux de libre-échange qui sont l'alternative libérale à la fin du multilatéralisme voulu par tous les nationalistes mais aussi par tous ceux qui à gauche ont confondu la lutte contre la mondialisation avec la lutte contre le capitalisme, contre le système qui est confortable tant que l'on n'a pas soi-même à exercer la responsabilité d'expérimenter un autre système. Rester attachés à l'échange, à l'ouverture, penser une nouvelle croissance pour intégrer la question écologique, c'est le nouveau concept qu'il faut inventer. L'humanité a un destin lié qui ne se découpe pas par petites, moyennes ou grandes portions. C'est dans ce paradigme universel que s'exerce la dure réalité de l'action internationale en étant ferme sur les principes et en jouant des rapports de forces. Sans valeur ni principe, sans but, les moyens justifient une fin sans fin.

Ainsi l'efficacité énergétique est différente de la sobriété et de la décroissance ; elle mobilise l'investissement, l'innovation pour la recherche d'économies d'énergie quand la sobriété est un choix, individuel ou collectif, volontaire de réduire sa consommation. La sobriété est nécessaire et la diminution des consommations énergétiques organisée cet hiver l'a prouvé. Mais elle ne peut pas devenir une politique qui s'applique pour les foyers qui ont un revenu brut disponible inférieur ou égal aux dépenses contraintes, car c'est imposer une souffrance de plus aux gens modestes. Toutes les études sur le sujet le disent. Celle récente du Credoc annonçant que 16% des Français disent ne pas manger à leur faim devrait nous alerter à défaut de nous indigner. De même celle du CNRS au Mans montrant clairement la corrélation entre le niveau de revenu médian et l'empreinte énergétique et écologique des ménages prouve que plus on est aisé plus l'empreinte écologique est forte. Toute taxe indirecte est donc doublement injuste, pesant plus lourd fiscalement sur les plus modestes qui sont pourtant ceux qui polluent le moins et inversement pour les plus aisés. C'est

d'ailleurs ce qu'ont exprimé clairement les gilets jaunes sur les ronds-points quand ils dénonçaient les taxes sur l'essence alors que les avions et les bateaux de croisière eux n'en payaient pas. Ce « ressenti rationnel » est extrêmement puissant chez toutes les catégories modestes.

L'écologie politique est d'autant plus difficile à imposer en démocratie que sa conception de la sobriété et de la décroissance conduit à ce que les plus modestes soient les plus éloignés d'atteindre l'équilibre entre revenu disponible et niveau de consommation souhaité voire souhaitable. Cette problématique s'aggrave avec l'inflation ce qui rend le problème plus complexe. Le « pouvoir vivre », cher à Laurent Berger, est la bonne image et l'écologie politique trouve là sa limite, **écartelée entre décroissance économique et croissance des inégalités sociales**. Plus largement ceci explique certaines résistances au changement **et la fracture qui s'est installée avec les couches populaires, rurales et l'écologie politique dont les gilets jaunes ont été l'expression en France, de même que le vote Rassemblement National**.

En France la « Nupes » reste dans sa contestation profonde de l'économie de marché et du capitalisme, dans une analyse marxiste de l'économie. Mais, dans une contradiction fondamentale, en portant une relance de la dépense publique de plus de 250 milliards d'Euros, elle fait le choix massif de la relance par la demande en contradiction avec la rupture prônée avec la société de consommation ou la bifurcation écologique, brandie pourtant comme un objectif par toute la « Nupes ». Les 250 milliards de dépenses publiques intègrent les milliards des retraites, le Smic à 2000 euros, les 32 heures, les nationalisations, la sixième semaine de congés payés et une partie seulement des dépenses dans les grands services publics pour combler par une redistribution gigantesque pour les finances publiques les besoins des plus modestes. **Ce choix creusera les déficits budgétaires et de la balance commerciale, déjà abyssaux, et pour être soutenables financièrement, il faudrait générer de la croissance. On est en pleine contradiction avec les grandes affirmations de la Nupes sur la rupture avec le productivisme, la société industrielle et de consommation. Ce sont des injonctions paradoxales, qui forgent l'impasse politique et économique de la Nupes** car ce choix est aussi biaisé en oubliant ou plutôt en occultant la partie duale de la demande, l'offre. Cette offre a besoin d'investissement elle aussi et des gains de productivité qui y sont associés, issus du travail ou

du capital pour réussir la transition énergétique, atteindre l'efficacité énergétique pour profiter à l'appareil productif, atteindre la décarbonation de nos économies et lutter contre l'inflation pour favoriser l'abaissement des coûts contraints pour tous les foyers les plus modestes et générer du pouvoir d'achat durable socialement et écologiquement. A contrario à quoi bon augmenter la demande si l'offre ne suit plus sauf à importer ou à générer de l'inflation et alors à assumer pleinement la décroissance en pénalisant in fine les plus modestes ? La contradiction fondamentale dans ce programme est là et il faut la lever car la classe ouvrière en est d'ores et déjà convaincue.

François Mitterrand a eu le talent politique de comprendre que le programme commun devait s'arrêter pour éviter la faillite de la France face à l'Allemagne après trois dévaluations causées par l'explosion du déficit commercial. Ce que proposent la Nupes et Mélenchon c'est à nouveau le programme commun, en oubliant les conclusions politiques et économiques qui avaient été celles de François Mitterrand.

Le programme de la « Nupes » ne résout pas la question sociale et écologique il applique un médicament, la relance à un mauvais diagnostic et provoque une contradiction entre le discours les propositions et leur conséquence.

**C'est pourquoi je fais depuis longtemps le choix rationnel de la croissance, une croissance différente de celle que l'on a connue en proposant le concept de « croissance sûre », construite différemment incluant la dynamique nécessaire à l'investissement durable, capable de créer de l'emploi, de la richesse pour financer notre modèle social dans quatre grandes priorités nationales : la santé, l'éducation, la recherche et la culture.**

Pour investir il faut des recettes ou emprunter comme le dit très justement le récent rapport de Jean Pisani-Ferry et contrairement à ce que pensent le Président et son gouvernement. **Coté emprunt**, je l'ai dit, l'Europe, l'État les Collectivités et la mobilisation de la finance sont le cœur du plan de développement durable français pour plus de 60 milliards à investir par an. **Pour les recettes**, on ne peut plus toucher à la fiscalité indirecte sur l'énergie pour des raisons de justice mais il faut penser à une fiscalité écologique sur le revenu et/ou le capital et le patrimoine qui prennent enfin en compte l'empreinte écologique des foyers et des activités pour réduire leur consommation carbonée et investir dans l'effica-

cité énergétique et les énergies renouvelables.

Deuxième grand chantier à porter, il faut changer totalement de politique du logement, fiscalement, écologiquement et institutionnellement pour abaisser cette dépense contrainte qui pèse en particulier sur les travailleurs modestes. La baisse des prix actuelle ne peut pas servir de solution face à une crise qui est un des échecs les plus cuisants du bilan de ces huit dernières années du Président Macron. Les leçons de morale sont politiquement inacceptables pour les plus modestes ; ceux qui savent devraient, comme dans la fameuse réplique de Jean Gabin, « **savoir qu'ils ne savent rien.** » Il faut convaincre pour avancer et pas contraindre **mais agir pour réussir et nous pouvons le faire. Le changement de notre modèle de développement est atteignable.**

### Repenser la valeur du travail comme socle du modèle social

Pour la gauche le plus grave aujourd'hui est l'erreur de diagnostic politique en oubliant que le peuple des ouvriers et employés depuis 1981 est passé en majorité du parti communiste et socialiste au Rassemblement National. Il ne sert à rien dans ces conditions de recycler un programme sauf à se trouver à côté de la plaque au nom même des catégories modestes que l'on est pourtant censé représenter. En suivant cette ligne, il semble impossible de déboucher sur une reconquête électorale, et certains, comme Ruffin ou Roussel, le savent déjà. Cette ligne risque au contraire de conforter la position acquise par Marine Le Pen. Ainsi les symptômes de cette inadéquation Sandrine Rousseau mais aussi Benoit Hamon de cette gauche qui parle beaucoup mais en décalage avec les « travailleurs et les travailleuses » en revendiquant aujourd'hui le droit à la paresse, aux vacances, au revenu universel aux 32 heures dans un rapport univoque d'aliénation du travail. La perception et l'évaluation de la place du travail chez les couches populaires et moyennes sont mauvaises et nourrissent en réaction la logique mortifère utilisé par la droite et l'extrême droite dans le débat politique de l'assistantat chez le peuple qui travaille et qui pousse les ouvriers et les travailleurs à trouver de l'écho auprès du Rassemblement National.

Le boulanger se lève pour faire son pain parce que le matin des gens le lui achète. Son droit à la paresse, plutôt son droit au repos et au temps libre, s'arrête

là où commencent la viabilité de son activité et le service qu'il rend aux personnes. Cette remarque est valable pour tous les métiers en particulier ceux que l'on appelle depuis la pandémie les première et deuxième ligne, soit tous ces métiers essentiels aux autres. Le travail salarié et le contrat de travail sont absolument indispensables pour nos sociétés ou alors il faudrait revenir à des formes d'obligation de travailler impensables et inenvisageables. **Mais surtout, la paresse des uns ne peut pas être compensée par le surcroît de travail des autres sauf à « désespérer Billancourt », à laisser monter le sentiment d'injustice entre « le travail et les allocs » comme le dit Fabien Roussel. L'augmentation du Smic et des salaires ne répond pas en totalité à la valeur que le travail représente dans la conscience individuelle et collective du monde du travail. Il faut redonner une fierté au travail c'est ça qui compte.**

Il y a ici aussi une « rationalité ressentie » par le peuple laborieux. C'est le sujet primordial pour l'équilibre économique mais surtout politique et social de nos sociétés dans la recherche de l'égalité à laquelle chacun a droit en contrepartie des obligations qui s'imposent pour en assurer l'effectivité. Je pense à tous les travailleurs du bâtiment, des travaux publics, à ceux de l'industrie de l'agro-alimentaire, aux services à la personne, la santé. Tous ces métiers sont passionnants mais difficiles et pénibles. L'extrême gauche pèse pour qu'on confonde l'égalité avec l'uniformité dans une logique de lutte de classe et pas dans celle d'un projet social commun. **Cette approche est dépassée : nous sommes au temps de la diversité des choix de vie, des choix tout courts et donc des mesures et des lois à prendre, des droits à octroyer, dans la recherche du bonheur et de l'égalité.**

La gauche ne peut passer à côté de ce sujet sauf à déraiper gravement et à se couper du peuple, de ceux qui n'ont que leur force de travail à offrir pour vivre et ils en ont fait depuis longtemps leur fierté et la part de dignité qu'ils revendiquent légitimement dans la société. Les salariés, en particulier des PME, connaissent la fragilité de leurs entreprises confrontées à la concurrence, ils veulent de la sécurité pour leur emploi, une rémunération qui répondent à leurs besoins mais pas des revendications syndicales conçues dans une économie protégée, publique ou celles de grands groupes à l'abri des coups durs. C'est ce qui a fait que les syndicats n'ont pas eu de prise sur les gilets jaunes et que la gauche n'en a pas sur le monde ouvrier insécurisé qui manifeste peu, fait peu la grève, même contre la

réforme des retraites. Cette France silencieuse s'exprime dans les urnes ou par l'abstention.

Avec la pandémie est née l'idée des première et deuxième ligne, dont la valeur sociale repose sur le travail. C'est une question fondamentale pour repenser la place du travail dans nos sociétés. La prise en compte de cette valeur sociale du travail passe pour moi par une réforme de la prime d'activité transformée en « prime du travail » sur la feuille de paie, une mesure plus juste et plus concrète qu'un revenu universel généreux mais indifférent au travail des gens. Cette proposition devra être complétée par une réorganisation totale des branches économiques et des formes de négociation salariale pour garantir partout les filets de sécurité sociaux indispensables.

Il faut d'autre part un statut longtemps repoussé du bénévolat qui est une forme de travail librement consentie sans rémunération en intégrant justement des points pour la retraite afin de reconnaître ce temps passé indispensable à notre vie sociale.

**La gestion du temps est une dynamique sociale d'adaptation sans déterminisme, qui grâce à des compromis sociaux et politiques donne sa noblesse à la démocratie et au fond à la sociale démocratie.**

C'est la solution pour corriger les inégalités et maintenir l'équilibre de la société en évitant l'humiliation et le mépris pour ceux qui ont moins. Ce n'est pas uniquement un rapport capital-travail, salaires-dividendes, mais l'équilibre entre conditions de travail, forme de la motivation, intérêt collectif où espace social et carrières qui doivent être repensés. Il n'y a plus de grandes industries avec de très grandes entreprises organisées selon des Comités d'entreprises puissants assurant des carrières au père, aux enfants aux petits-enfants. Le monde est fragmenté avec la multiplication des insécurités auxquelles sont confrontés les ouvriers et les employés. Le développement du tertiaire et la culture de la « start up » du monde urbain s'opposent à la culture des PME, des petits patrons, de l'agriculture et du monde rural, bouleversant tous les schémas établis. Les territoires se fracturent et les structures d'organisation sociale et économique aussi. Si on n'y prend garde on va perdre toutes les cohésions territoriales pour finir par détruire la cohésion nationale.

Il faut donc repenser les formes du dialogue, les cadres socio-économiques d'accompagnement en

repensant les Comités d'entreprises pour assurer un partage équitable de la RSE entre toutes les entreprises petites moyennes et grandes. **Les branches sont les instances essentielles à redéfinir** car le monde, l'économie, les technologies tout à changer. Il faut revoir leur organisation, en réduire le nombre en leur donnant de nouvelles responsabilités sociales et écologiques pour organiser la mutation vers le développement durable. Il faut réinventer le commissariat au plan dans une conception de lieu de construction stratégique en créant un **Conseil Stratégique des Branches** pour associer tous les acteurs salariés et patronaux à l'organisation et la stimulation de notre mutation énergétique et celle de notre cadre social.

### La retraite pour une nouvelle étape en 2027

J'ai bien mesuré l'opposition d'une grande partie de la population à la réforme du Président Macron et sa profondeur dans le pays. Mais j'ai aussi mesuré l'incapacité à formuler une réponse commune sur la préservation de notre système de répartition dans la justice sociale. Je rappellerai à ce titre que c'est au Congrès de Dijon en 2004 dans un contexte chahuté déjà par la question des retraites que la décision fut prise de choisir la durée de cotisation et non pas l'âge légal de départ comme critère d'adaptation au nom même de la question des carrières longues. François Hollande refuse d'ailleurs à l'époque la synthèse avec Jean-Luc Mélenchon, Henri Emmanuelli, Arnaud Montebourg et Benoit Hamon qui prônaient un retour à 60 ans avec 37,5 années de cotisations. Jean-Luc Mélenchon a donc évolué sur le sujet puisque nous en sommes à 40. C'est sur cette base politique que fut décidé, dix ans plus tard, la réforme dite « Touraine ». Revenir aujourd'hui sans aucun débat ni raison à 60 ans et 40 annuités comme le souhaite « la Nupes » c'est céder au flot compact de la ligne de LFI. Olivier Faure avait lui-même fustigé cette proposition en pleine campagne présidentielle en évoquant 80 milliards de dépenses, mais cette position c'était avant la Nupes.

Plus fondamentalement, l'allongement de la vie et le vieillissement de nos sociétés sont une réalité et une bonne nouvelle individuelle. L'allongement de l'espérance de vie est bien une espérance mais elle reste **malheureusement inégalitaire selon les catégories sociales et professionnelles, voire territoriales : elle est là l'injustice**. Est-ce que cela est corrigé par l'âge de départ à la retraite à 60 ans pour tout



le monde ? **Évidemment non.** Par la prise en compte de la pénibilité et des carrières longues ? **Sûrement oui.** Il y a même une contradiction à mettre tout le monde à un âge légal de départ à 60 ans et à revendiquer la pénibilité sauf à vouloir faire partir des personnes avant 60ans, ou à sur-financer celles qui peuvent ou veulent partir plus tard. Rien n'est plus inégalitaire que cette option et le besoin de financement est explosif. On doit poursuivre sur la voie des gains d'espérance de vie par une grande politique de santé publique qui nécessitera plus que jamais des investissements massifs dans la santé et pour l'hôpital public et une vraie politique de santé au travail, de lutte contre les accidents du travail sans retoucher à l'âge de départ qui est déjà en moyenne en France à plus de 63 ans et qui sera l'âge légal en 2027.

Il faut réorganiser notre temps collectif entre vie active et vie inactive pour financer cette évolution profonde tout en assurant notre solidité économique. Un nouveau pacte social est à construire avec un système de répartition majoritaire et une part de capitalisation qui existe déjà, qui doit s'appuyer sur le fonds de capitalisation créé par Lionel Jospin en particulier pour le financement des retraites de la fonction publique. Nous devons aussi repenser le travail et aménager les fins de carrières pour faire baisser le taux de chômage des seniors dont l'employabilité est le cœur de l'équilibre futur. La réduction du temps de travail à 32 heures réservée aux métiers pénibles et aux carrières longues à partir de 55 ans à un sens et doit être une piste à mettre en œuvre pour assurer une fin de carrière plus souple plus juste pour les salariés.

### **CONCLUSION : L'AMBITION QUE NOUS DEVONS PORTER À GAUCHE POUR LA FRANCE, C'EST LA CONSTRUCTION D'UNE FRANCE DURABLE**

**Mais d'autres sujets restent dans une ambiguïté, qui donne au programme de la Nupes un flou et des incohérences ingérables pour qui prétend vouloir gouverner.**

**C'est le cas sur le Nucléaire.** On ne peut pas en sortir dans les dix ans qui viennent et notre objectif doit rester inflexible : l'équilibre pour notre électricité à 50% entre le nucléaire et les énergies renouvelables. Ni la **sortie** du nucléaire ni l'**entrée** dans un nouveau cycle du tout nucléaire ne seront convaincants ;

seul le mix énergétique apportera les solutions à notre problème en même temps qu'une filière de démantèlement et une recherche renouveler sur la gestion des déchets nucléaires devront être lancées.

**Quant à la question de l'OTAN,** la Nupes ne tranche pas mais la France insoumise si. Elle souhaite comme le RN sortir du commandement intégré dans une posture Gaullienne aussi inutile que dépassée. Je suis clair sur ce point : nous devons y rester ; dans le contexte actuel de guerre, cela serait folie que de quitter l'alliance Atlantique au nom même du rôle et de la place de la France dans le concert des nations et de son poids diplomatique. Quitter le commandement pour se redonner une fausse liberté, déstabilisant un peu plus le lien avec l'ensemble des pays d'Europe centrale, sans donner plus de marge mais assurément moins de poids diplomatique à notre pays, est une hérésie. Il faut par contre une condition : penser la défense européenne par des coopérations renforcées dans l'industrie de la défense et celles des armées.

**De même pour la Police, la sécurité et la justice** qui sont des institutions qu'il faut respecter et soutenir pour répondre à la première des libertés en société, celle de vivre sans se sentir menacé et condamner toutes les violences qui s'exercent vis-à-vis des forces de l'ordre ou qui justifie des violences au nom de causes posées comme juste pour les seuls militants qui les défendent. Mais toute politique de sécurité et de fermeté doit s'appuyer sur une politique de prévention, d'éducation et une évolution dans la doctrine d'intervention de la police avec une reconstruction d'une stratégie de proximité et d'imbrication dans le tissu social et local. Enfin la drogue et le trafic de stupéfiants sont au cœur de l'insécurité partout dans le pays. Premièrement il faut faire de la lutte contre les addictions une grande cause nationale en tirant l'enseignement de la situation actuelle aux Etats-Unis où l'espérance de vie est en chute pour la première fois depuis la fin de la guerre à cause de la consommation d'opiacés. Enfin il faudra ouvrir un débat sur le cannabis et son éventuelle légalisation.

**De même la question de la Laïcité** et de son respect ouvre les débats sur l'éducation et la place du religieux et de la spiritualité dans notre société. Rien ne saurait nous détourner du concept de laïcité en particulier dans les limites qui sont celles du prosélytisme dans l'espace public en particulier à l'école avec l'intention ferme et tranquille de rappeler sans cesse les principes qui évitent les conjugaisons re-

ligieuses et identitaires, qui sont l'ultime barrage à tout dialogue et un risque majeur pour la cohésion nationale. Dans les propos de Matilde Panot, de Manuel Bompard et de Jean-Luc Mélenchon sur le sujet, il y a une volonté de nier la dimension identitaire politique incarnée par le prosélytisme et ses symboles, ce qui est absolument contraire au principe de laïcité. Cette position entraîne une confusion dangereuse avec la liberté d'exercer des croyances et des pratiques religieuses. Je renvoie chacun sur ce sujet aux écrits de Patrick Weil.

**Quant à l'immigration, c'est la grande question** qui taraude notre pays depuis la révolution et l'avènement de la citoyenneté pleine et entière qui a conduit après la défaite de 1870 au droit du sol. Avec Maurras et ses métèques la France ne discute pas de la question migratoire mais joue sur des passés identitaires alors que c'est tout le paradoxe : la République obtient des résultats et a gagné des citoyens d'origine étrangère qui font la France d'aujourd'hui et celle de demain. Mais rien ne peut non plus laisser penser que sans maîtrise des flux migratoires la France puisse garantir sa stabilité politique et ait la force d'intégrer sans préjudice une population fragile à une autre qui connaît aussi des difficultés et qui n'accepte plus l'accueil car elle y voit une concurrence directe et injuste. Le drame des centaines de migrants qui meurent en traversant la Méditerranée émeut l'opinion sans plus, avec une banalisation des faits et une hystérisation des débats qui est le signe avant-coureur d'une crise majeure. Il faut défendre là encore la raison et la rationalité face aux passions tout en affrontant la réalité.

Premier grand principe, je l'ai dit, il faut définir une coopération européenne et française avec le bassin méditerranéen et l'Afrique sans laquelle rien ne sera possible. Deuxième principe, Schengen et les accords de Dublin devront évoluer pour une politique d'accueils et de renvois solidaires à l'échelle du continent. L'accord européen qui vient d'être trouvé me semble aller dans ce sens et c'est ce qu'il faut faire. Enfin le besoin de main d'œuvre dans tous les secteurs est une réalité qui nécessite des mesures de reconnaissance et qui implique d'envisager des titres temporaires ou pas, pour le travail, l'accès à nos universités, en refusant les surenchères de droite comme de gauche qui ne donneront encore une fois que du crédit au Rassemblement National et déboucheront sur des impasses malheureuses. Voilà maintenant que la droite Républicaine veut déroger aux règles européennes sur cette question comme le RN, rejoignant dans une manie conta-

gieuse la gauche qui veut le faire dans le domaine social et écologique. Jusqu'où irons-nous dans la perte du sens de la mesure ?

Toutes ces contradictions non exhaustives sont le cœur de l'incompatibilité de ligne, entre celle défendue par la France Insoumise et celle du socialisme démocratique Français. Il ne s'agit pas d'un problème sur la question d'une alliance ou pas d'alliance, de la Nupes ou pas de Nupes, mais bien du programme de la Nupes bourré de contradictions et d'impasses. **Toutes ces ambiguïtés de l'opposition de gauche seront tout ou tard au cœur du débat politique présidentiel et il ne sert plus à rien de les cacher pour pouvoir se sauver électoralement. Il s'agit au contraire de s'affirmer pour porter un nouveau projet pour la France.**

Toutes ces questions sont aujourd'hui suspendues au sein du Parti Socialiste, incapable d'ouvrir des débats, de trancher, et ensuite de penser des alliances. Oui, il y aura toujours besoins d'alliance ; mais l'alliance ne peut plus masquer l'absence de ligne idéologique et politique pour la gauche sauf à la maintenir dans l'incapacité à pourvoir gouverner. Gouverner un pays ne se fait dans le tumulte et les clivages mais en rassemblant le peuple. **La gauche du pugilat** ne peut nourrir que **la droite de l'ordre**. Il faut retrouver une gauche ambitieuse pour la France et les Français. On dit souvent que gouverner c'est prévoir. Non gouverner c'est avoir un cap, des valeurs et des convictions, et ensuite c'est s'adapter aux circonstances, au contexte, être, comme je l'ai dit, aux rendez-vous que nous fixe l'histoire du monde et de l'humanité.

Je réitère un appel à conduire une grande réflexion pour la Gauche, dans le droit fil du manifeste de Bernard Cazeneuve, car nous avons besoin de recréer des lieux de débats et d'innovation. Toutes les initiatives qui portent cette ambition doivent converger et se retrouver dans **un grand mouvement social-démocrate et écologiste**.

Les grands enjeux actuels, ceux qui permettent de gouverner et non de s'opposer, doivent y être posés, pour construire un projet nouveau et ne plus ressasser les vieilles formules, pour comprendre la société telle qu'elle est et ne pas la fantasmer, pour changer de posture quand l'anti système serait pire que ce que l'on connaît aujourd'hui. La lecture marxiste et matérialiste de la lutte des classes est selon moi inadaptée et obsolète.

Ce travail a un objectif politique : combiner les trois

pilliers du développement durable, le social, l'écologie et l'économie. Pour atteindre cet objectif programmatique, trois grands objectifs doivent être posés :

**Réformer** nos institutions en premier lieu ; viser l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif ; concevoir un acte quatre de la décentralisation et une refonte du cadre du dialogue social en renforçant son espace et son pouvoir.

**Repenser** notre politique économique par et pour l'investissement à tous les échelons dans la durabilité de notre croissance et la redistribution de ses fruits.

**Réaffirmer** notre attachement à un internationalisme porteur d'espoir et de solutions pour la planète, un message de coopération pour le développement en refusant la tentation du repli nationaliste.

D'un point de vue concret et dans une volonté de rassemblement, je propose deux rendez-vous : le premier cet automne, pour unir toutes les forces socialistes, sociales, démocrates et écologistes, pour aborder avec elles la question du programme et de la liste autonome aux Européennes ; le second en début d'année 2024 pour lancer la campagne des Européennes et positionner un corpus nouveau d'idées pour la France et l'Europe dans le monde.

Enfin, quelques semaines après l'anniversaire du 10 mai, François Mitterrand et son ouvrage « L'abeille et l'architecte » sont toujours au cœur de l'actualité. De sa référence aux « clercs » et au livre de Benda, « La Trahison des Clercs », il pose en conclusion de ces pages le dilemme fondamental. Benda relate les mots tenus par Tolstoï longeant une colonne de soldats russes dont l'un des membres qui avait rompu les rangs était durement fouetté par un officier : « N'êtes-vous pas honteux de traiter ainsi un de vos semblables ? Vous n'avez donc pas lu l'Évangile ? » A quoi l'autre répondit : « Vous n'avez donc pas lu les règlements militaires ? »

François Mitterrand résuma cette scène ainsi : « Voilà bien le choix. »

Le choix de servir une idéologie matérialiste en oubliant les valeurs humanistes est un mauvais choix. Faire le choix de la social-démocratie, c'est accepter de se confronter à la réalité sans perdre le sens de l'idéal et des valeurs que l'on porte. Jaurès résume magnifiquement ce message par sa célèbre formule « Le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel. »

Les « clercs » laïcs des temps modernes doivent « renouer avec les Lumières », retrouver leur socle et leur inspiration, à savoir choisir la connaissance contre l'ignorance, porter une vision éclairée du monde pour construire une société plus juste, en perpétuelle évolution, et accéder au bonheur.

Notre devise nationale inscrit dans le marbre ces valeurs universelles. Elle doit demeurer pour toujours notre boussole. La liberté est une source inépuisable d'épanouissement de l'être, sans laquelle la vie et la grande aventure humaine n'ont aucun sens. L'égalité est notre unique rempart pour maintenir les hommes unis et pour préserver des liens solides et sincères entre eux, sans humiliation ni mépris. La fraternité est notre pilier pour refuser de voir chez l'autre ce qui fait peur, pour empêcher toujours la revanche et la haine.

**Stéphane LE FOLL**

Maire du Mans  
Président de Le Mans Métropole  
Ancien ministre

